

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIS A 3 HEURES DU SOIR.

## TE VEA NO TAHITI.

Mahana manu 18 teareua 1868.

Mardi 17. — N° 3.

**LE MESSAGER** (paroisse d'Anaae).

Uran...	10 fr.
mais...	10 fr.
Tous les...	6 fr.
Un numéro : 30 centimes.	

Pour les **Abonnements** et les **Annonces**, s'adresser

AD RESES DE LA POSTE.

Jugement du Gouvernement.

**PEIX DES ANNONCES** (ou exemplaires)

Les 24 premières lignes ..... 20 c. la ligne.

Au-delà de 24 lignes ..... 25 id.

Les 24 premières lignes se paient la moitié du prix de la

première insertion.

### SOMMAIRE.

Discours de M. le Commandant Commissaire impérial en conseil d'administration. — Avis administratif.

Mouvements du port. — Annances.

### RAPPORT

DU COMMANDANT COMMISSAIRE IMPÉRIAL EN CONSEIL  
SUR LA SITUATION DU PAYS A LA FIN DE 1867.

Séance du 15 janvier 1868.

#### MESURES.

Le commandant-rendu que je présente au conseil, sur la situation du pays, à la fin de l'année qui vient d'expirer, témoigne, par des chiffres, que le progrès qui s'est manifesté dès 1865, qui avait pris une peu grande extension en 1866, a continué sa marche ascendante.

Si ce progrès n'a pas eu tout son développement, il faut l'attribuer, et vous le reconnaîtrez avec moi, à cette tactique de malveillance inéquitable, intolérable, née, élevée dans le pays, et dont les effets se font sentir peut-être encore plus au dehors que dans le pays même.

Par le séjour prolongé de plusieurs navires étrangers, on a cherché à raviver ces jalouxions entre nations. Elles ne trouvent plus guère d'écho que dans des esprits qui ne savent comprendre ni les grands intérêts qui régissent aujourd'hui le monde, ni même leurs intérêts personnels.

C'est surtout devant ces actes si incompréhensibles que j'ai donné un nouveau regard à la mort d'un bonhomme sous les vues étrangères, dirigées par une belle intelligence, ayant compris le but libéral et avouant l'objectif de l'indépendance, mais qui devait développer l'agriculture, cette source principale, qui devait donner dans ce pays que dans aucun autre, de la prospérité commerciale.

Sur cequel, son exemple aurait certainement empêché, de ce caractère médiocre et imprudent, dont le moindre défaut est le manque complet de justice et de bon sens.

Un fait indiscutable restera toujours debout.

C'est que ce pays, qu'en cherchait à représenter comme privé de toutes ressources agricoles, démontre chaque jour qu'entre ses mains intelligentes et courageuses, la terre rémunère largement le travailleur.

Espresso, Messieurs, que les simples meubles déclarés, les mécanismes mis en vente, financent et compensent que toutes les industries sont dans leur état. Si l'ami souffre, les autres s'en ressentent. Le développement de toutes coopte la richesse d'un pays, richesse formée de celle de chacun.

Quant à l'administration, dont les actes sont au grand jour, qui pourra l'attaquer, en produisant un fait réel quelque peu sérieux ?

Elle est restée calme ; sa protection a continué à s'étendre, selon les règles de la justice, sur tous les intérêts, sans distinction de personnes.

Si elle n'a pas voulu conserver au milieu d'elle ceux qui faisaient opposition à ses actes après les avoir vus, c'était son droit, c'était son souci.

Mais nous ne devons pas nous faire illusion.

*Parties de la colonie, il en reste toujours quelque chose.*

C'est ce quelque chose qui, nécessairement, fera d'heureux plus tard au pays qu'il faut le connaître, y avoir demeuré, pour le bien apprécier.

D'autre part, les flammes qui ont un jour éclairé votre réveil, vous ont montré jusqu'où les tentatives criminelles osaient aller. Chacun avouera que l'il n'y a pas là matière à encouragement.

Mais ce temps-d'arrêt sera de courte durée. Si, comme j'ai lieu de l'espérer, mes demandes réussissent, un changement dans la force sociale n'est pas loin.

Il faudra alors que chacun se range et entre dans la lutte qu'ouvrira la concurrence.

Davant cet immense mouvement qui se produit dans le monde tendant à tirer des relations commerciales entre toutes les parties du globe, on peut assurer que, sous peu, par sa seule position au milieu du Pacifique, Tahiti deviendra un point de relâche pour les lignes à vapeur qui ne peuvent manquer de se former.

C'est alors que le développement du progrès, en développant la civilisation, permettra à tout homme honnête et intelligent de se créer un place au soleil, avec la certitude de ne plus être exploité et abusé.

Toutefois, Messieurs, je suis heureux de pouvoir dire que la situation de nos finances est bonne.

Séguement administrées, on a pu faire face à toutes les dépenses. Un fait grave, la malversation d'un fonctionnaire, mal surveillé, a justement inquiété le public. Mais la responsabilité qui incombe à l'administration sera effective pour tous ceux y ayant droit.

Nous espérons que la vente de la propriété laissée par le délinquant convaincu, à peu de chose près, le déficit.

Les imposés et droits divers sont rentrés sans aucun embarras. Ils ont donné une plus valeur de 27,367 fr. 28 c. au-dessus de nos prévisions.

J'appelle votre attention et vos observations sur le budget qui va vous être présenté.

### Population.

Le chiffre de la population a diminué sur celui de 1866 de 87 individus, sur lesquels il y a 15 François. Ces derniers restent à 337. Cette diminution s'explique.

La facilité que nous avions devoir offrir aux habitants de la Californie de venir à Tahiti y faire des établissements agricoles en avait attiré un certain nombre. Ils venaient d'autant plus volontiers que le passage leur était donné gratis.

Quelques-uns, parmi lesquels plusieurs François, sont restés, on prétend, dans des terres, travaillent et sont contents.

Mais d'autres, ayant terminé leurs travaux, les autres sans avoir rien fait, ont demandé à repartir.

Il fallut un peu travailler ; c'était trop pour eux.

Comme je pense qu'il y avait mieux rien que des parasites, je leur donnai des passagers de retour.

Mais quand j'y ai vu Tahiti devenir pour San Francisco une sorte d'exutoire, j'ai ordonné qu'à l'avenir mal ne seroit admis sur nos navires s'il ne versoit préalablement entre les mains du capitaine une somme nécessaire pour assurer son existence pendant au moins un an.

Quand c'est fait, il reste à la charge de celui qui voudra partir.

Mais il est une autre population, celle des esclaves, qui a augmenté de 1866 individus : ce sont des bras de plus pour l'agriculture.

### Mouvement commercial.

Le relevé des importations et des exportations, autrement dit le mouvement commercial du pays, pendant ces deux années, donne les résultats suivants :

1866	.....	9,000,000 de fr. (chiffre mod.)
1867	.....	6,000,000

Soit une différence de trois millions pour 1867.

Ces chiffres laissent néanmoins ancien une observation.

La mauvaise foi trouve toujours à s'insinuer dans toutes les questions d'impôt, quelles que soient leur dénomination et le mode de les percevoir.

Les manifestes rendus par les navires portent les marchandises bien au-dessous de leur valeur. Si cette fraude était faite par un seul, les autres imposés se trouveraient lésés, mais à tromper, trumper et demi-trumper est à tous à surveiller les actions de tous.

Il résulte de là, pour nos appréciations, que les importations sont nécessairement plus élevées que les chiffres donnés.

Il en est du même pour les exportations, sauf pourtant celles faites par l'agriculture, pour lesquelles il est difficile de tromper.

### Navigation.

Le mouvement de la navigation a donné, en 1866, pour les entrées, 273 navires, payant 40,000 tonneaux ; et en 1867, 357 navires, 116 étant payant que 30,000.

Les sorties, en 1866, sont de 350 navires, portant 36,000 tonnes.

Celles de 1867 sont de 352 bâtimens, avec un fre de 30,000 tonnes.

Les droits de pilotage, en 1866, ont produit 14,330 fr. ; en 1867, 16,480 ; soit, pour l'année terminée, 3,150 fr. en plus.

A cette somme, il y aurait à ajouter plus de 1,000 fr. qu'un navire des Etats-Unis a refusé de payer.

Je dois constater que, sur le nombre des navires entrés, 45 sont français.

### Justice.

Le nombre des affaires en a peu près le même, 265, pour les deux années.

Les causes criminelles, de 7 en 1866, sont venues à 9 en 1867. Celle au correctionnel n'ont varié que de deux. Les affaires civiles sont-les mêmes.

Il en est de même des affaires commerciales.

Il en est qu'il faille toujours regretter de voir surgir des procès, ce nombre de personnes qui ont recours aux tribunaux constate, sans réplique, la confiance qu'elles ont dans les juges.

Ceux qui entendent aujourd'hui oublier que, jadis, et quand ils comprenaient sur leur protection, ils étaient les premiers à plaider.

Ils regrettent d'avoir eu à rentrer dans le droit commun.

La population indigène continue à se louer des sentiments partielles qu'elle trouve devant nos tribunaux.

11 condamnations ont été prononcées pour crimes, 47 pour délits, dont 30 contre les propriétés.

Il y a donc 22 contraventions-correctionnelles et 24 condamnées.

Les contraventions de simple police, aussi toutes contre les propriétés, ont été de 84 ; les condamnations de 81.

Enfin, il y a eu 143 prévenus et 123 condamnés.

J'ai le regret d'ajouter que le service de la police, quoiqu'un peu mieux fait que ces dernières années, laisse encore beaucoup à désirer. Des fréquentes réclamations me parviennent.

Je vous ai peine que, trop souvent, le délinquant est abrité par une compagnie ou une autre avec l'agent qui devrait le punir.

Et lorsque des intérêts qui se trouvent ainsi sacrifiés, l'ordre et la morale publique n'en peut pas cette sauvegarde qui distingue le pays civilisé de l'état sauvage.

Assis nos rues sont-elles le théâtre, le jour comme la nuit, des actes les plus déplorables.

Il nous vivement à désirer que la direction de l'intérieur exerce une surveillance plus active, en se souvenant que la France est venue pour protéger le pays contre les débordements qui s'y commettent, qui ne tendent qu'à démolir ce peuple plus encore qu'il n'en faut.

## Etat civil.

En 1865, sur 20 naissances, il y a eu 18 morts, dont 39 hommes. La mortalité des lieux fortis a eu ses conséquences sur les vraies habitants.

1867 a été plus heureux. Il a présenté 28 naissances et 27 décès.

## Instruction.

L'instruction publique offre peu de mouvement pendant ces deux années.

Le nombre des instituteurs catholiques et protestants, de 52 en 1865, s'est réduit à 40 en 1867.

Une nouvelle institution a été ouverte.

Les missionnaires catholiques, qui font aussi l'école, sont restés à 7.

Les frères des écoles chrétiennes, de 11 en 1866, ont dû être réduits à 9, par suite de la diminution de la subvention.

La même cause a porté le personnel des scènes au même chiffre.

Les écoles des frères et des sœurs comptait, en 1865, 203 élèves.

Elles en ont aujourd'hui 234.

Les écoles protestantes à l'apéece, de 368 élèves, sont tombées à 243.

Enfin les écoles des districts comptent le même chiffre, environ 1,300 enfants.

La somme affectée à l'opération des écoles par le budget local était, en 1866, de 56,000 francs. La diminution de nos ressources budgétaires nous a forcés à réduire à 43,000.

La soûle des instituteurs indigènes monte à 5,000 francs.

C'est donc aujourd'hui 18,000 fr. que nous donnons pour l'instruction publique.

J'ai voulu me rendre compte des résultats que laisse une pareille dépense.

J'ai réuni tout récemment les jeunes gens des deux sexes qui sont sortis des écoles des frères et sœurs depuis deux ans.

Je les ai suivis et les deux sexes qui ont leur a fait subir la lecture, l'écriture et les mathématiques ont été peu satisfaisants.

Les jeunes filles ont mieux répondu. Il est vrai qu'en grande partie, ce sont des demi-blanches.

Quant aux garçons, à l'exception de ceux qui travaillent d'un état, et le nombre en est petit, ils ne savent à peu près plus rien.

Il doit en être ainsi.

En exerçant un état, ils sont forcés de parler français, souvent de l'étrange, même de calquer.

Les deux dernières années se livrent à la culture des bananes, vivant dans leurs familles sans récompense, n'ont plus aucune raison de se servir de ce qu'ils ont appris.

Pas un de ces sildes n'est capable de traduire du basque en français et vice versa.

Le dévouement complet des maîtres et assistantes, les peines qu'ils se donnent sont donc à peu près en pure perte, et l'administration voit ainsi le doublissement de ses ressources dépensé sans aucun des résultats sur lesquels elle avait le droit de compter.

J'aurai donc de nouveau très profond révertement ce que l'administration indigène n'a pas admis favorablement ma demande d'envoyer à Tahiti, aux frais du budget local, des ouvriers militaires pour servir de maîtres à nos jeunes kannakas pour apprendre des états.

C'est le seul mode pratique et facile de changer le caractère de cette population inerte, mal équilibrée, pour en faire des hommes, des hommes utiles et civilisés.

## Agriculture—Caisse agricole.

L'institution de la caisse agricole, avec les modifications qui y ont été apportées en 1865, a pourvu ses opérations, et rend chaque année des bénéfices que nul peut méconnaître.

Il va sans dire d'étudier par des chiffres, aussi clairement que possible, la situation de cet établissement et comparer ses opérations avec celles de 1866.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1867, la caisse avançait en magasin 39,600 kilogr. de coton non égrené, et 1,410 égrené.

Dans le courant de 1866, il a été acheté pour 94,588 fr. de coton.

En 1867, il n'en a été acheté que pour 86,500 francs.

Cette différence en moins s'explique et je m'en applaudis.

Le commerce a été dans le tout des achats et j'ai lieu d'espérer qu'il va prospérer.

En 1865, il a été expédié en France 2,156 kilogr. de coton égrené et 44,022 non égrené.

Dans le courant de cette année, deux usines se sont mises et nous ont pourmis de ne plus expédier que du coton égrené. A toutes les points de vue, c'est un grand avantage.

1867 a expédié 32,729 kilogr. de coton égrené. C'est plus du double qu'en 1866.

Les colons ont vendu pendant ces deux années, pour 29,345 fr. de terres.

Les colons ont vendu pour 18,226 pour 11,225 fr., et en 1867 pour 4,608 fr. seulement.

Ce dernier chiffre témoigne d'un temps d'arrêt dont il faut tenir compte pour suspendre les achats.

Nous avons aujourd'hui 2,000 hectares prêts à être livrés aux cultivateurs qui se présentent.

Qui ne peut nier que ce mouvement agricole, ces ventes et ces achats n'ont été répartis dans le pays de l'argent, dont une grande partie au profit des colons.

Les statuts qui régissent la caisse agricole permettent des prêts sur les produits et sur les propriétés.

Les prêts aux petits planteurs ont monté, pendant ces deux années, à 18,274 fr. sur lesquels 7,953 ont été remboursés. Il reste donc à la caisse 10,322 francs. Sauf 4,000 fr. remis en mauvaises mains, le reste sera remboursé au fur et à mesure de la rentrée des récoltes.

L'expédition en Europe de nos produits est difficile, longue, et plus longues sont encore les rentrees de nos fonds.

Dans ce moment, nous avons pour plus de 300,000 fr. de coton en France.

Je cherche à obvier à cet inconvénient en établissant une communication avec la banque de la Nouvelle-Zélande.

Si, ce que j'espère, elle accepte nos cotons, nos fonds resteront plus tôt. La différence des prix sera compensée par le temps et les frais de toutes sortes qu'on nous porte en France.

La caisse agricole est dans une situation financière. Elle reçoit des dépôts annuels, mais elle paie un intérêt de 3 % à 0 %.

Pour ces deux années, 100,380 fr. ont été déposés ; 104,524 retirés. Une partie du dépôt a été employé à l'agriculture.

Avec des dépôts antérieurs à 1866, il reste en caisse 68,377 francs.

Vous savez qu'en avril les bons émis par la caisse agricole, montant à 9000 fr., doivent être remboursés.

De nouvelles mesures vont vous être présentées pour continuer à l'agriculture cette protection dont elle a déjà su tirer un si bon parti. Elles renoueront en outre cet avantage de donner aux prêts une garantie plus complète et d'offrir aux propriétaires de plus grandes facilités.

Notre service du cadastre, pour les terres achetées, est à jour, sauf 27 plans.

Depuis le mois d'octobre 1864 jusqu'au 5 décembre 1867, il a été levé 6,231 b., 91 a., 33 cm<sup>2</sup> de terres qui, des nains des indigènes qui n'en faisaient rien, ont passé dans celles de personnes qui, nécessairement, ne les ont pas achetées pour ne pas s'en servir.

Il serait trop long d'en tirer les détails qu'à l'heure la commission chargée en tiers de parvenir l'île pour constater le nombre et la nature de la culture, faire le relevé des constructions, des usines de bétail, etc., etc.

Ce travail, fait avec un grand soin, donne des détails et des résultats dignes de remarque.

Je dois dire de sorte que la plantation anglaise, dont je parlerai plus loin et qui a été l'objet d'un rapport spécial, n'entre pour rien dans les chiffres que je viens citer.

Le nombre des propriétés cultivées est de 310. C'est le district de Pare qui en a le plus (73) et celui de Poou le moins (1).

A la fin de l'année 1867 et de l'apéece, les districts de l'est sont ceux qui entourent le moins. Cela tient à la difficulté des communications dans cette partie de l'île, la plus pittoresque, mais aussi la plus accidentée.

Les travaux de route vont y être entrepris. Les belles vallées qui s'y trouvent, la fraîcheur qui y règne pourront être mis à profit, et offrir des ressources à ceux qui voudront demander leur bien-être à l'agriculture.

La superficie des terres cultivées est de 2,462 hectares.

La culture de la canne à sucre occupe 200 et de l'apéece.

Ce dernier chiffre est presque double aujourd'hui.

Je me suis jamais fait illusion sur l'ardente première des indigènes à se livrer à l'agriculture. L'apathie et l'inconscience de ce peuple ne lui permettent même pas de considérer combien, avec peu de peine, il obtiendrait de l'activité rémunératrice.

Il a rempli le but que je me proposais, à savoir, prouver que les terres de Tahiti étaient excellentes et pouvant produire de l'exportation, des cultures plus riches que partout ailleurs, et tout ce qui concerne l'agriculture de nos îles.

Un avenir Commandant de pays, qui vient de passer un mois sous nos yeux, et qui a rendu justice aux progrès réalisés, disait que, de son temps, telle habitation était tenu à un travail agricole, s'il ne voulait pas être forcé à des travaux publics.

Cette mesure est malheureusement tombée en désuétude, comme tant d'autres, du reste, qui aussi étaient bonnes.

Si l'indigène est incertain, si le progrès est si lent, c'est qu'il manque aux administrateurs cet esprit de suite, de persévérance sans laquelle rien n'est possible.

Dans ce pays, le mal seul persévere, faute d'être combattu sans repos ni trêve et poussé d'obéir.

L'indigène ne fera à peu près rien s'il n'y est un peu forcé.

Le moyen à employer serait d'imposer toutes les propriétés et de donner l'impôt, comme prime, à celles qui seraient cultivées et en rapport.

On augmenterait ainsi les ressources locales en développant l'agriculture.

Il faudrait aussi un homme spécial, dévoué, pour remplir l'emploi d'inspecteur de l'agriculture, des routes, de l'administration des districts, etc., etc.

Un service semblable donnerait les meilleures résultats, en sachant faire usage tantôt de l'ordre, tantôt de la persuasion.

Si le Tahitien cultive la terre, ce sera plutôt la canne, comme étant, à son point de vue, ce qui lui donne le moins de peine.

Les plantations de caïciers n'augmentent guère.

Il n'y en a que 27,000 pieds environ.

Les ressources insuffisantes pour pouvoir attirer les produits. C'est à ce point que se situe le problème.

Le tahiti sera encore une culture productive, mais il demande des soins journaliers peu en rapport avec les habitudes de la population.

Il y a 70 hectares de maïs. En outre que ce grain est utile à la nourriture des animaux du pays, il trouve un bon débouché en Australie.

On continue à planter des cocotiers ; mais il manque les machines convenables pour en extraire l'huile. On en perd aujourd'hui le tiers.

Les maisons, magasins, hangars, écuries s'augmentent chaque jour. Il y a quelques mois, on en comptait déjà 143.

Il en est de même en ville, où les constructions ont beaucoup augmenté.

Papeete compte 288 maisons.

Depuis 1860 jusqu'à la fin de 1864, soit 5 ans, il n'en a été construit que 26.

Depuis 1865 jusqu'à ce jour, soit 3 ans, 39 maisons ont été terminées.

On construit davantage, mais, par un bien faux calcul, le prix des maisons est trop haut.

On ne veut pas voir que l'augmentation des maisons diminue les loyers ; que cette diminution, ainsi que celle faite sur les objets nécessaires à la vie, attirera la population ; que plus un pays est peuplé, plus le mouvement commercial augmente.

Ce sont les petits gains, multipliés qui sont les plus gros profits.

Le nombre des usines à broyer les cannes et à égrenaer le coton monte à 17.

Les produits qui leur sont confiés sont parfaitement traités.

On ne compte pas moins de 1,767 têtes de bétail sur les propriétés visitées par la commission.

Il est impossible d'apprécier ce qu'il y en a vivant à l'est aussi que dans les îles.

Il existe un moyen de créer une industrie dans l'enfance. Elle se déroule au bout de 10 ans et fait la cause de l'augmentation des besoins.

Le travail devient un moyen d'une manière brutale et inhumaine avec

des méthodes inhumaines pour les chevaux. Cette race, déjà petite, tombe à un point encore, par suite du service forcé qu'on demande

quand le travail est encore jeune.

Si on pouvait que l'on puisse compter sur l'esprit de suite, en faisant venir quelques bons étais du Chili, il serait facile d'améliorer

une race déjà bonne et de lui redonner de la taille.

Il est urgent de faire application de la loi Grammont d'une ma-

nière plus sévère.

La matériel d'exploitation, voitures, charrettes, etc., commence à

se former.

La richesse du sol n'a pas encore amené les cultivateurs à faire usage de charriots et autres instruments artificiels.

Quant aux voitures de maître, le nombre en augmente chaque jour; c'est toujours un indice de progrès et de bien-être.

#### Planteation Socorro.

La plantation Socorro tient dans le pays une place assez importante, au point de vue de son étendue et de ses produits, pour mériter une appréciation toute particulière.

Les hommes honnêtes et de bon sens ne peuvent se refuser à reconnaître que cet établissement est un des plus remarquables, un des mieux dirigés qui se puissent voir; en même temps qu'il est un des plus productifs.

Il a été jugé tel par les nombreux étrangers qui l'ont visité, et qui n'ont pas leurs souvenirs, comme voyageurs, des termes de comparaison.

Ne faut-il pas signifier sérieusement ceux qui, habitant le pays, ont, pour calomnier plus à leur aise, toujours refusé de visiter l'établissement?

En outre de cette malveillance sur place, des articles dans lesquels percent les plus lâches calomnies ont paru dans les journaux américains, reprochant par une faute de Sydney.

Une situation, quelque chose qu'elle soit, doit nécessairement subir la triste influence de l'opinion publique des colonies que j'propose de faire. L'ignorance dans laquelle doivent se trouver les dirigeants, à une pareille distance n'a pas que leur inspiré des mesures fâcheuses ou de faux calculs. C'est ce qui est arrivé.

Aujourd'hui la plantation, prospère par ses créations, son personnel, ses produits, se trouve, malgré très-momumentalement, dans une position pecuniaire pénible.

Ja suis public le compte-rendu de la réunion des actionnaires à Londres (1). Il témoigne de la bonne situation de l'entreprise; il prouve que peu de temps suffira pour sortir d'une crise dont les administrateurs ont été victimes, et que l'avenir sera tout à l'avantage de l'exploitation; également d'un établissement de crédit qui, de suite, leverait les difficultés, la position, quoi que bien défaite depuis l'arrivée du courrier, est encore difficile et des succès sont indispensables.

Dans cet état de choses, l'administration doit se souvenir que c'est la plantation qui, par l'exemple qu'elle a donné, a puissamment contribué au développement de l'agriculture en prouvant, par l'abondance de ses récoltes, combien les terres de Tahiti sont riches et variées. C'est pourquoi je vous envoie en tiers partie.

Ne devons donc soutenir l'établissement Socorro jusqu'à ces dernières limites de notre pouvoir, de nos ressources.

Nous le devons d'autant plus, qu'il résulte d'un examen attentif des plantations que jamais les colons n'ont été encore moins dans un état plus bel aspect.

La récolte qui se fera dans cinq mois donnera, sans exigération, des produits pour plus de 700,000 à 800,000 francs.

N'oublions pas qu'une catastrophe porterait atteinte à l'avenir du pays et de l'empereur, et qu'il ne s'en relèverait probablement pas avant de plusieurs années.

En outre, l'arrêté du 30 mars 1865 lie l'administration et la plantation par un contrat dont l'exécution, si fatigante elle devait avoir lieu, ne laisserait pas que de nous créer de graves difficultés et une lourde responsabilité.

Par la même raison que les travaux publics doivent dévasser les besoins pour les satisfaire à mesure qu'ils naissent, il servira à désirer que les institutions de crédit puissent être établies dans un but semblable.

Ensuite le progrès avec prudence et sagesse, elles aideraient à le développer tout en se développant elles-mêmes.

Si notre protection arrive au terme de nos ressources, il nous restera à déjouer de n'avoir pu aller plus loin, de n'avoir pu surmonter le dernier obstacle.

Il arrivera alors ce fait, certainement unique, à savoir: la mise en faillite d'un établissement superbe, riche en matériel et personnel, ayant près d'un million de produits sur le sol, après en avoir expédié pour 2,513,000, ainsi que l'établissement ci-joint et possédant, en outre de 4,000 hectares de terres payées, pour une valeur de près d'un million de francs en bâtiments, machines, outillage, engins, etc. etc.

Enfin les produits expédiés ayant dépasse les sommes dépensées.

Mais il est d'autres établissements qui ont droit aussi à la sollicitude de l'administration.

Avec de bien faibles ressources, dont promptement on a vu la fin, des exploitations agricoles, des usines se sont montées. Si elles vivent, c'est avec l'espèce d'expropriation suspendue sur leurs têtes.

L'impartialité de nos sentiments de protection doit aussi appeler sur elles nos prévisions.

Nous ne manquerons pas à ce dovoir.

#### Travaux publics.

Les travaux publics font toujours l'objet de mes préoccupations. Il y en a beaucoup à faire, mais les ouvriers manquent. A peine peut-on suffire aux réparations les plus urgentes.

Il en est même auxquelles je dois renoncer.

La construction d'une prison devient de plus en plus indispensable, du double point de vue de la salubrité et de la sécurité des détenus.

Laisser plus longtemps les murs de l'abattoir projeté sans les terminer, ce serait risquer les voir tomber en ruines.

(1) Ce document paraît en supplément au Messager dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Nous mettrons donc là les mesures que nous avons. J'estime que ces travaux dureront deux ans.

La prison remplira alors, à peu de chose près, toutes les conditions voulues.

Plusieurs rectifications et d'assez grandes réparations étaient nécessaires sur les routes, du côté de l'est. Elles ont été faites. Malheureusement il est encore des points importants que nous ne pouvons entreprendre. Le personnel nous fait défaut.

Par suite de contrats passés avec les indigènes, plusieurs routes ont été ouvertes et terminées.

Je citerai celle qui du Paperau conduit, à travers le district de Paperau, jusqu'aux premières collines de Taravao. Elle est presque terminée, mais que faire, malgré de nombreuses difficultés présentées par les intrus à traverser.

Les travaux de route n'ont pas coûté moins de 33,000 francs. Il est maintenant indispensable que l'abolition de la vaine plaisir, que l'administration vient de décreté, soit et demeure une vérité.

11,000 fr. ont été employés dans les rues de la ville et à la réparation de l'aqueduc.

J'ai fait venir pour 12,000 fr. de tuyaux en fonte pour la conduite d'eau de Salamaua.

La réparation des eaux, quoique loin de remplir les conditions voulues, n'en a pas moins coûté 18,000 francs.

Une somme de 4,000 fr. sera encore nécessaire pour donner à cet établissement les commodités que permet le mauvais emplacement où il se trouve.

Le phare de la Pointe Vénu et ses annexes, un magasin et une maison pour les gardiens ont été terminés.

Le feu est allumé depuis le 1<sup>er</sup> janvier; 48,000 fr. ont été dépensés. Il reste à placer les feux de port, pour rendre complet tout ce qui est à sautier à la navigation.

Sous entrer dans plus de détails, je ferai connaître que 143,000 fr. ont été absorbés par les ports et chaussées.

#### Hôpitaux et Thamotu.

Les travaux exécutés aux Marquises et à la passe d'Amaa sont dans les fonds spéciaux. Cet passe est maintenant ouvert aux navires venant aux Thamotu.

Aux Marquises nous avons en déployer des fais de grève.

À la gîte de discussions, de rixes, un matral a été tué et mangé par ses compagniers.

Bien que ces anthropophages soient à la veille d'être jugés, de petits actes sont un deuil pour notre drapage.

Quelques districts s'entendent mis en état d'accueillir avec l'habileté. Ils avaient l'air de faire de ses menaces et disaient qu'ils n'avaient pas les moyens de les exécuter.

Sur la requête du résident, le Guipquet, qui se trouvait là, a lancé quelques mots de révolte et de révolte.

Le grand-médecin nous a indiqué que nous devrions établir des hôpitaux et salles d'isolement des indigènes des îles de marie et de l'ordre et de livrer leurs fusils, ce qu'ils ont fait.

Les scènes de cannibalisme sont fréquentes dans les autres îles. Le manque de personnel force à laisser faire.

Un homme honnête et humain, le lieutenant de vaisseau Currey, je suis heureux de le nommer, a accepté d'aller résider aux Thamotu.

Il y a rendu force à la loi. Il a fait respecter l'ordre et les choses. Il a formé rondes et malades aux habitudes à eux-mêmes, après avoir été pendant tant d'années si désertiquement exploités.

Currey a rempli cette mission avec autant d'intelligence que de dévouement.

Son nom restera dans le cœur des populations. Quant à moi je lui exprime mes remerciements, ma gratitude, pour les services qu'il a rendus, pour le bien qu'il a su faire.

#### Alimentation publique.

L'alimentation publique, cette question digne parfois de tant d'indignité, est ici à peu près livrée à elle-même.

Le pain et la viande sont beaucoup trop chères, et cette dernière est souvent si mauvaise qu'elle n'est pas mangeable.

L'exonération des taxes accordée aux boulanger, bouchers et autres de pensions n'a produit aucune amélioration.

Quant aux autres objets, aussi de nécessité, provenant de la vie, nous en avons assez pour nous tenir, mais il est nécessaire que nous ayons une excessive élévation, n'a été atteint à ce dire que les gains étaient hors de toute proportion avec les prix d'achat, faisant à la commission, au fruct, aux bénéfices la plus large part de choses.

Dans l'espérance d'apporter une modification à un état de choses si préjudiciable au développement du pays, surtout à l'arrivée de nouveaux habitants, les impôts avaient été diminués.

Je constate que ces mesures libérales n'ont eu aucun des résultats que j'avais droit d'en attendre.

Nal n'ignore que, ces deux dernières années, le commerce a fait d'énormes bénéfices.

La corne d'ivoire seule changea cette situation.

#### Servir postal.

Notre service postal est difficile.

L'administration américaine de San Francisco impose à nos trunks une forte de formalités administratives, souvent vexatoires.

Cela est à peu près, en outre, excessivement élevé.

C'est à l'exemple que nous donnons: il n'est pas de port plus réellement franc que celui de Tahiti.

Notre correspondance éprouve des entraves que je ne crois pas, je l'avoue, rencontraient sur cette terre, dit-on, si largement libre.

Des lettres doivent se perdre.

Malgré les avantages que San Francisco nous offre, par suite de ses rapports plus prompts et plus directs avec l'Europe, nous devrons probablement chercher à nous référer à Auckland et à l'Australie.

Nous y trouvons plus d'aménité, des droits plus doux; enfin ces pays nous assurent plus de ressources pour l'écoulement de nos cotons et de nos sucre.

#### Hypothèques.

J'ai dit qu'il était regrettable que le pays n'ait pas un établissement de crédit.

D'autre part, les personnes qui ont des capitaux ne pouvaient les utiliser, faute de trouver des garanties suffisantes et le paiement assuré des intérêts.

Des faits dont vous avez vu le triste dénouement, mais que je



## TAHITI COTTON AND COFFEE PLANTATION Limited

Système associé général ordinaire.

## Directeurs :

M. G. S. TROWER..... Président.  
 MM. ALFRED BEVANT.....  
 Major R. P. FRANCIS.

MM. Capitaine J. ROBERTS  
WILLIAM STEWART.

## RAPPORT DES DIRECTEURS

A SOUMMIS A LA SEPTIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES  
QUI SERA TENUE A LA TAVERNE DE LONDRES

Le vendredi 30 août 1867 à midi.

## Messieurs,

Depuis le dernier rapport semestriel, les chargements de coton de notre établissement ont été continués et, comme on le verrà par la table ci-annexée, sont encore en voie d'accroissement. Le temps qui jusqu'en mi-février avait été contraint était depuis devenu au contraire, permettant à M. Stewart de cueillir de 12,000 à 25,000 livres de coton par jour et quelques-uns jusqu'à 30,000 livres. Les plants en rapport au mois d'avril étaient au nombre de 2,500,000, pouvant donner chaque environ une livré de coton égrené.

Les personnes des travailleurs, bien que renforcées de 600 recrues des îles du Pacifique Sud, était tout-à-fait insuffisante à une aussi grande récolte, et il devait devenir nécessaire de recourir à un supplément de main-d'œuvre des districts voisins, ce qui avait été immédiatement accordé par les autorités.

Le désir de faire en Angleterre d'anssi prompts retours que pos-

sible avait conduit M. Stewart à tourner au coton toute son attention et toute la main-d'œuvre à sa disposition ; mais il regrettait beaucoup qu'une addition temporaire au capital de la Compagnie n'ait pas permis aux Directeurs de lui fourrir les moyens d'établir une plantation de café, attendu cela était une véritable perte d'un accroissement de revenus pour l'avenir.

Les chargements ont été néanmoins si considérables dernièrement que la dette d'emprunt sera réduite de moitié lorsque le caisse dont les connaissances ont été déjà reçus sera réalisé ; et, comme cette réduction n'affecte pas les chargements annoncés comme devant être faits en mai et juin par l'Eugénie et la Nérède, il est à espérer que cette dette sera détenue sous peu et que le profit net de 14,140 livres sterling (353,300 fr.) sera à répartir entre les actionnaires.

Un dividende de ce montant pourrait être immédiatement déclaré si les actions encore non émises étaient prises, ce qui empêcherait d'appliquer comme à présent le revenu à l'extinction d'une dette de capital.

G. S. TROWER, president.

## Coton reçu à Londres depuis avril 1865 jusqu'en mai 1867.

1865.....	41,312 livres.	Valueur...	133,969 fr.
1866.....	194,025	Valueur...	481,917
1867.....	265,369	Valueur...	426,143

TOTAL 500,297 livres... Valueur... 1,040,026 fr.

## Expédié de mai à 31 Oct. 1867.

Coton.....	533,588 livres...	Valueur...	840,446 fr.
Graines.....	627 livraisons.	Valueur...	100,000
Mass.....	523	Valueur...	89,300

TOTAL GÉNÉRAL... 9,086,446 fr.

Coton en magasin ce jour 18 janvier..... 50,000 livres.

## TAHITI COTTON AND COFFEE PLANTATION COMPANY LIMITED

## Débit

## Balance au 30 Juin 1867

## Crédit

Compte capital par actions	
Montant de 8,000 actions à 250 fr. l'une.....	2,000,000
Andragas par lesdites actions, à déduire.....	-83,560
	1,916,440
Béfis sur actions forfaités.....	2,000
	2,118,440
Montant actuellement reçus.....	2,181,790
Dû pour divers.....	2,500
Dû pour acceptations.....	232,420
Dû au compte prêt   Travaux payables.....	344,643
Compte ouvert.....	338,080
	284,723
Coton vendu et estimation nette du coton restant à vendre.....	425,634
Profits et pertes, balances.....	130,364
	555,018
	3,870,379

Prix de la propriété appartenant de Tahiti, Dépendance et autorisations permanentes, décharge de terre, matières, constructions, routes, etc., comme il est indiqué dans le rapport inclus.....	730,063
	1,612,515
Total de l'atelier original et des dépenses pour améliorations permanentes, etc. Exposés en clair.....	842,411
Compte d'obligations du Trésor colonial.....	50,000
Montants payés d'avance sur polices marines.....	25,620
Montant dû pour corde vendue.....	5,199
Compte de la plantation, dépenses de culture.....	562,731
Exposés du débit du Directeur de Tahiti et de ses assistants.....	414,850
Magasin; coton reçu et en vente, dont les courrouxement sont été reçus.....	391,229
	3,870,379

Nous avons comparé l'état ci-dessus avec les livres et les pièces justificatives, et l'avons trouvé correct.

Londres, 21 août 1867.

W. M. BEVANT,  
John BUSCHMAN,

Auditeurs.

## ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

## HAUTE-COUR TAHITIENNE.

## Troisième session de l'année 1867.

## PRÉSIDENCE DE LANGOMAZING, JUGE IMPÉRIAL.

Audience du 19 septembre.

No. 142.

La cour, statuant conformément à l'article 3, § 6, de la loi du 28 mars 1866, sité les règulations du ministère public ;

Vu : 1<sup>e</sup> La décision n° 127 du conseil du district de Punaauia, en date du 10 juillet 1866, rendue entre Afata a Haamahu et Te-Tauhau a Popotai, portant délimitation des terres contiguës Te-pate, en présence au nom de Mataramau a Ujina, et Niutaaia, appartenant à Ujina a Teave ;

2<sup>e</sup> La décision n° 129 du conseil du district de Punaauia, en Anaa (Tumau), rendue le 16 novembre 1866, entre Temauhau v. et Teauamai v., laquelle adjuge à cette dernière la terre Teauaroga, sise à Putuhare, quartier d'Ola-

ruhi ;

3<sup>e</sup> La décision n° 130 du conseil du district de Punaauia, en Anaa (Tumau), rendue le 16 novembre 1866, entre Temauhau v. et Teauamai v., laquelle adjuge à cette dernière la terre Teauaroga, sise à Putuhare, quartier d'Ola-

ruhi ;

4<sup>e</sup> La décision n° 130, rendue

le 10 juillet 1866, et le 10 octobre 1866, entre Teauamai v. et Teauaroga, laquelle adjuge à cette dernière la terre Teauaroga, sise à Putuhare, quartier d'Ola-

ruhi ;

5<sup>e</sup> La décision n° 132, rendue le 10 juillet 1866, entre Teauamai v. et Teauaroga, laquelle adjuge à cette dernière la terre Teauaroga, sise à Putuhare, quartier d'Ola-

ruhi ;

6<sup>e</sup> La décision n° 133, rendue

le 10 juillet 1866, entre Teauamai v. et Teauaroga, laquelle adjuge à cette dernière la terre Teauaroga, sise à Putuhare, quartier d'Ola-

ruhi ;

7<sup>e</sup> La décision n° 134, rendue

le 25 février 1867, par le conseil du district de Teavarua-hare, entre Faauta et Moohoo a Aromatangi, laquelle adjuge à ce dernier la terre Apu qui tient en vertu d'une donation faite en sa faveur ;

8<sup>e</sup> La décision n° 142 du conseil du district de Teavarua-hare, en date du 16 octobre 1867, qui ordonne le partage de la terre Te-pate, connue-sous le nom de Hau-pit Ahuaraan, entre Teafio a Tautu v. et Tehapai a Tautu v. et Tehapai a Terahehu v. ;

9<sup>e</sup> La décision n° 143 du conseil du district de Teavarua-hare, en date du 13 avril 1867, rendue entre Temauhau a Ujina et Te-pate, laquelle reconnaît que les parties ont des droits égaux à la propriété de la terre Teavarua-hare et de la ville Niutaaia et Aitare ;

10<sup>e</sup> La décision n° 145 du conseil du district de Papetoai, en date du 13 avril 1867, rendue entre Temauhau a Ujina et Papai a Tehei, laquelle reconnaît que les parties ont des droits égaux

à la propriété de la terre Temiroa a Ujina et de la ville Niutaaia et Aitare ;

11<sup>e</sup> La décision n° 146 du conseil du district de Papetoai, en date du 13 avril 1867, rendue entre Temauhau a Ujina et Papai a Tehei, laquelle reconnaît que les parties ont des droits égaux

à la propriété de la terre Temiroa a Ujina et de la ville Niutaaia et Aitare ;

te vai i Putuhare, i te tubua ra o Olafari ;

12<sup>e</sup> Te fataa ran n° 130, te rava bia i te 23 ne le 20 neparo 1867, e te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

13<sup>e</sup> Te fataa ran n° 142, te rava bia i te 23 ne le 20 neparo 1867, e te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

14<sup>e</sup> Te fataa ran n° 143, te rava bia i te 23 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

15<sup>e</sup> Te fataa ran n° 144, te rava bia i te 23 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

16<sup>e</sup> Te fataa ran n° 145, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

17<sup>e</sup> Te fataa ran n° 146, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

18<sup>e</sup> Te fataa ran n° 147, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

19<sup>e</sup> Te fataa ran n° 148, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

20<sup>e</sup> Te fataa ran n° 149, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

21<sup>e</sup> Te fataa ran n° 150, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

22<sup>e</sup> Te fataa ran n° 151, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

23<sup>e</sup> Te fataa ran n° 152, a te apoi ran matasina no Papato, te rava bia i te 15 ne le 20 neparo 1867, o te apoi ran matasina no Teavarua-hare, i rotoupi ia Faauta e ia Moohoo a Aromatangi, e o te pupu atea na tei i muri muri + te heva re ia Apu ;

